



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/54/214
S/1999/867
10 août 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-quatrième session
Point 10 de l'ordre du jour provisoire*
RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR
L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-quatrième année

Lettre datée du 10 août 1999, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent du Pakistan auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une lettre du M. Sartaj Aziz, Ministre des affaires étrangères du Pakistan, sur la destruction en vol, par l'Inde, d'un aéronef non armé de la marine pakistanaise qui effectuait un vol d'entraînement de routine à l'intérieur du territoire pakistanais le 10 juillet 1999 (voir annexe). Les 16 membres de l'équipage à bord de l'appareil ont tous trouvé la mort. Cet acte de provocation grave commis par l'Inde est un sérieux contretemps dans nos efforts en vue de réduire les tensions dans la région.

Je vous serais reconnaissant de faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 10 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Inam UL HAQUE

* A/54/150*.

ANNEXE

Lettre datée du 10 août 1999, adressée au Secrétaire général
par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan

J'ai l'honneur de déclarer que, le matin du 10 août 1999, un aéronef militaire indien a abattu, sans provocation, un aéronef non armé de la marine pakistanaise effectuant un vol d'entraînement de routine dans l'espace aérien pakistanaise, à l'est de Karachi. L'épave de l'avion a été retrouvée à terre, à 2 kilomètres à l'intérieur du territoire pakistanaise.

Le Gouvernement pakistanaise a adressé une ferme protestation au Gouvernement indien contre cet acte d'agression militaire patent et non provoqué, qui constitue une violation flagrante des normes internationales relatives à l'inviolabilité des frontières internationales, ainsi que de l'accord bilatéral entre le Pakistan et l'Inde sur la prévention des violations de l'espace aérien, en date du 6 avril 1991. Cette agression a causé la mort de 16 agents de la marine dont 5 officiers qui étaient en mission d'entraînement. Ce meurtre commis de sang froid appelle une vive condamnation par la communauté internationale. La responsabilité de cet acte délibéré et lâche incombe clairement à l'Inde. Le Pakistan réserve le droit de réagir comme il convient dans l'exercice de la légitime défense.

(Signé) Sartaj AZIZ
